

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2018



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -95,641 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2018 s'élève à -95,641 Md€ contre -81,945 Md€ à fin novembre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (-13,696 Md€) s'explique

par une augmentation des dépenses nettes de 5,699 Md€, une diminution des recettes nettes de 11,218 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de +3,222 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 305,453 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,018 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,870 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,868 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,437 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,859 Md€), du programme « Equipement des forces » (0,737 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,700 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,485 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,056 Md€) et du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (0,726 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin novembre 2018 s'élèvent à 305,453 Md€ contre 299,754 Md€ à fin novembre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,699 Md€) résulte principalement des hausses des dépenses d'intervention de 2,918 Md€ (en particulier au titre de la mission « Solidarité,

► **Mission Sécurités** : 1,684 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,937 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,704 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,159 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,670 Md€) et du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,419 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,115 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (0,915 Md€).

Insertion et égalité des chances »), des dépenses de personnel de 1,984 Md€ (écart conforme aux prévisions) et des dépenses de fonctionnement de 0,610 Md€ (écart principalement lié à un abondement du CAS « Participations financières de l'Etat » par le BG, intervenu en 2017 et non reconduit en 2018).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 216,570 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 14,209 Md€ ;

► **IR net** : 4,730 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,556 Md€, dont les droits de mutation à titre gratuit pour 1,125 Md€ et 0,443 Md€ au titre des autres taxes intérieures (principalement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,507 Md€ ;

► **Fonds de concours ordinaires et spéciaux** : 0,509 Md€ (principalement au titre de l'écologie, l'énergie, le développement durable et l'aménagement du territoire) ;

► **IS net (hors CSB)** : -0,777 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 1,279 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,677 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,309 Md€, essentiellement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,037 Md€, le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) à hauteur de -1,384 Md€ et -0,485 Md€ au titre du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion.



Recettes fiscales (nettes de R&D*) : 258,478 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin novembre 2018 s'élèvent à 258,478 Md€ contre 267,135 Md€ à fin novembre 2017.

Cette évolution (-8,657 Md€) s'explique notamment par un montant de R&D plus élevé de 22,737 Md€ par rapport à novembre 2017. Cet écart est essentiellement lié à des R&D d'IS (+6,668 Md€), à des R&D de CET (+4,766 Md€ liés à un décalage calendaire du dégrèvement barémique de CVAE), aux remboursements de la contribution de 3 % sur les dividendes distribués, intervenus en 2018, à hauteur de 3,736 Md€ et à des R&D de TH supérieurs de 3,020 Md€ à ceux enregistrés au 30 novembre 2017 à la suite de la prise en charge par l'Etat de la mesure d'exonération progressive. Contribuent également à

cette baisse, les encaissements d'IFI inférieurs de 3,096 Md€ à ceux de l'ISF en 2017, ainsi que des recettes diverses en baisse de 1,722 Md€, essentiellement au titre de la contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués, conformément à la prévision.

Cet effet négatif est partiellement compensé par des hausses de TVA brute pour 7,533 Md€ (5,415 Md€ en net), de droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 3,366 Md€ (principalement au titre des droits de mutation à titre gratuit pour 2,336 Md€), d'IS brut pour 2,454 Md€ (-4,215 Md€ en net), de TICPE pour 2,603 Md€ et d'IR brut pour 2,015 Md€ (0,632 Md€ en net).

Recettes non fiscales : 9,655 Md€

Les recettes non fiscales à fin novembre 2018 s'élèvent à 9,655 Md€ contre 9,947 Md€ à fin novembre 2017.

Cette évolution (-0,292 Md€) s'explique notamment

par un montant de dividendes et recettes assimilées en baisse de 0,213 Md€ (écart lié aux produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -55,644 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin novembre 2018 s'élèvent à -55,644 Md€ contre -53,026 Md€ à fin novembre 2017.

Cette évolution (-2,618 Md€) s'explique par des versements à l'Union européenne en hausse de 2,420 Md€, conformément aux prévisions.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -6,758 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » affiche des dépenses pour 8,723 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 12,496 Md€ (principalement au titre de l'échéance de la taxe d'habitation au 15 novembre) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 1,620 Md€ (essentiellement au titre des intérêts des OAT à taux fixe) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin novembre 2018 s'élève à -6,758 Md€ contre -9,980 Md€ à fin novembre 2017.

Cette évolution (+3,222 Md€) s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers (+7,650 Md€, principalement en raison du décalage calendaire de comptabilisation du dégrèvement barémique de CVAE, intervenue le 19 décembre en 2017, ainsi que

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » présente des recettes pour 0,925 Md€ (essentiellement au titre de l'échéance de contribution à l'audiovisuel public au 15 novembre).

d'une modification du cadencement du préfinancement des aides communautaires de la PAC versées à l'ASP par l'Etat et remboursées par l'UE). Cette hausse est partiellement compensée par la diminution du solde des comptes de commerce pour -4,042 Md€, essentiellement le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en diminution de -3,818 Md€ en raison de la recette constatée lors du solde du compte de la COFACE en janvier 2017.

Dettes financières de l'Etat au 30 novembre : 1 762,932 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de

remboursements de 77,275 Md€). Les montants nets des BTF ont diminué de 7,176 Md€.



	Mois	Cumul à fin novembre		Renvoi Page
	Novembre	2018	2017 retraité 2017 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-8 660	-95 641	-81 945 -84 745	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	22 700	305 453	299 754 298 631	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	12 184	216 570	227 788 223 865	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	4 730	70 061	69 429 69 429	
- IS *	-777	12 369	16 584 16 584	
- TVA	14 209	141 945	136 530 138 721	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	1 856	-6 758	-9 980 -9 980	15
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-14	120 265		16
Dette financière de l'Etat	-10	1 762 932		17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Dépenses de personnel	10 755	118 669	116 685	116 707
Dépenses de fonctionnement	5 170	51 118	50 508	50 053
Charges de la dette de l'Etat	36	40 173	40 496	40 496
Dépenses d'investissement	1 062	10 617	10 042	10 042
Dépenses d'intervention	5 505	82 565	79 647	78 956
Dépenses d'opérations financières	172	1 320	1 384	1 384
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	22 700	305 453	299 754	298 631
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	17 050	258 478	267 135	266 820
Recettes non fiscales	598	9 655	9 947	9 947
Prélèvements sur recettes	-5 986	-55 644	-53 026	-56 635
Fonds de concours	522	4 080	3 733	3 733
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	12 184	216 570	227 788	223 865
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	18 170	272 214	280 814	280 500
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-10 516	-88 884	-71 966	-74 766
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-578	2 078	2 486	2 486
Solde des comptes de concours financiers	3 980	-7 800	-15 450	-15 450
Solde des comptes de commerce	-1 523	-1 098	2 944	2 944
Solde des comptes d'opérations monétaires	-111	1 881	-260	-260
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	1 856	-6 758	-9 980	-9 980
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-8 660	-95 641	-81 945	-84 745



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 755	118 669	116 685	116 707
Rémunérations d'activité	6 301	68 027	66 600	66 613
Cotisations et contributions sociales	4 409	49 969	49 461	49 470
Prestations sociales et allocations diverses	45	673	624	624
AUTRES TITRES	11 945	186 784	183 069	181 923
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 170	51 118	50 508	50 053
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 341	22 688	23 271	22 945
Subventions pour charges de service public	2 829	28 429	27 237	27 108
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	36	40 173	40 496	40 496
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	36	40 173	40 496	40 496
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 062	10 617	10 042	10 042
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	736	8 165	7 774	7 774
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	326	2 452	2 268	2 268
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 505	82 565	79 647	78 956
Transferts aux ménages	1 751	41 577	38 183	37 875
Transferts aux entreprises	1 269	13 870	13 660	13 858
Transferts aux collectivités territoriales	602	7 352	6 939	7 007
Transferts aux autres collectivités	1 883	19 745	20 839	20 189
Appels en garantie	0	22	27	27
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	172	1 320	1 384	1 384
Prêts et avances	2	70	280	280
Dotations en fonds propres	188	698	540	540
Dépenses de participations financières	-18	552	564	564
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	22 700	305 453	299 754	298 631



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2018		Cumul à fin novembre 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES ⁽¹⁾	1	0	5	1	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants ⁽¹⁾	1	0	5	1	0
Fonds pour la transformation de l'action publique ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	155	205	2 841	2 758	2 661
Action de la France en Europe et dans le monde	113	134	1 797	1 743	1 663
Diplomatie culturelle et d'influence	18	48	702	681	655
Français à l'étranger et affaires consulaires	25	23	342	334	343
Présidence française du G7 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	228	248	2 543	2 572	2 711
Administration territoriale	151	166	1 570	1 543	1 524
Vie politique, culturelle et associative	2	2	170	172	362
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	75	79	802	857	826
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	550	375	3 001	2 905	2 405
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture ⁽²⁾	414	244	1 909	1 829	1 279
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	77	69	511	495	559
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	59	61	582	581	567
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	560	401	2 223	2 479	2 325
Aide économique et financière au développement	268	127	543	845	895
Solidarité à l'égard des pays en développement	291	274	1 680	1 633	1 430
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	258	61	2 233	1 986	1 953
Liens entre la Nation et son armée	3	7	40	37	29
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	255	47	2 101	1 858	1 837
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	91	91	86
COHESION DES TERRITOIRES ⁽³⁾	446	372	16 876	16 736	16 982
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	263	240	1 951	1 786	1 712
Aide à l'accès au logement	0	0	13 824	13 824	14 223
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	91	49	522	525	484
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	40	47	161	198	168
Interventions territoriales de l'Etat	16	14	29	50	44
Politique de la ville	36	21	388	353	351
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	62	64	613	605	590
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	42	372	365	353
Conseil économique, social et environnemental	1	1	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	21	198	198	194
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	226	448	2 762	2 664	2 625
Patrimoines	58	189	817	823	788
Création	46	105	801	738	765
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	122	154	1 144	1 103	1 073
DEFENSE	3 472	3 437	38 707	39 908	38 700
Environnement et prospective de la politique de défense	152	141	1 176	1 343	1 294
Préparation et emploi des forces	846	700	7 473	8 099	7 887
Soutien de la politique de la défense	1 906	1 859	20 880	21 000	20 485
Equipement des forces	568	737	9 179	9 465	9 034
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	150	160	1 231	1 244	1 252
Coordination du travail gouvernemental	66	82	546	553	563
Protection des droits et libertés	7	8	86	85	83
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	77	71	599	605	606



Mois de novembre	Cumul à fin novembre 2018		Cumul à fin novembre 2017 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	872	903	12 287	11 940	11 149
Infrastructures et services de transports	452	300	4 646	4 637	4 062
Affaires maritimes ⁽²⁾	5	13	121	115	148
Paysages, eau et biodiversité	20	18	141	134	241
Expertise, information géographique et météorologie	55	55	507	503	446
Prévention des risques	46	51	781	770	618
Energie, climat et après-mines	62	62	417	412	557
Service public de l'énergie	0	167	2 931	2 593	2 300
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	232	237	2 743	2 775	2 776
ECONOMIE	88	128	1 699	1 634	3 163
Développement des entreprises et régulations ⁽²⁾	29	77	871	823	2 336
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	35	418	412	410
Stratégie économique et fiscale	23	16	410	399	417
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	36	36	40 197	40 636	40 878
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	36	36	40 173	40 173	40 496
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	41	41	27
Epargne	0	0	91	91	74
Majoration de rentes	0	0	142	142	117
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-250	190	163
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 148	6 018	65 848	65 603	64 421
Enseignement scolaire public du premier degré	1 867	1 868	20 163	20 160	19 748
Enseignement scolaire public du second degré	2 889	2 870	30 152	30 124	29 659
Vie de l'élève	439	344	5 099	4 971	4 769
Enseignement privé du premier et du second degrés	601	607	6 960	6 952	6 901
Soutien de la politique de l'éducation nationale	198	201	2 135	2 102	2 086
Enseignement technique agricole	154	128	1 339	1 294	1 258
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	882	916	9 879	9 776	9 960
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	656	672	7 396	7 290	7 350
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	91	100	869	904	1 047
Facilitation et sécurisation des échanges	123	129	1 414	1 399	1 389
Fonction publique	12	16	200	184	174
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	165	146	1 416	1 320	1 112
Immigration et asile	137	131	1 117	1 053	927
Intégration et accès à la nationalité française	28	14	299	267	185
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	-205	0	3 295	1 070	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	650	143	0
Valorisation de la recherche	-105	0	1 745	217	0
Accélération de la modernisation des entreprises	-100	0	900	710	0
JUSTICE	723	864	7 738	7 774	7 447
Justice judiciaire	295	321	3 074	3 139	3 011
Administration pénitentiaire	312	354	3 082	3 104	3 019
Protection judiciaire de la jeunesse	68	79	771	743	730
Accès au droit et à la justice	15	59	421	419	354
Conduite et pilotage de la politique de la justice	32	51	385	366	330
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	37	90	485	501	456
Presse et médias	24	18	234	244	202
Livre et industries culturelles	14	72	251	257	253
OUTRE-MER	146	322	1 869	1 786	1 792
Emploi outre-mer	27	219	1 262	1 252	1 162
Conditions de vie outre-mer	120	103	607	534	630



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2018		Cumul à fin novembre 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	992	992	991
Présidence de la République	0	0	103	103	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	673	2 485	27 119	26 913	26 086
Formations supérieures et recherche universitaire	132	726	13 287	13 251	12 992
Vie étudiante	193	182	2 620	2 386	2 375
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	17	1 056	6 624	6 668	6 329
Recherche spatiale	27	170	1 598	1 598	1 386
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	215	160	1 668	1 671	1 724
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	65	87	720	753	699
Recherche duale (civile et militaire)	0	46	175	166	167
Recherche culturelle et culture scientifique	1	35	110	109	111
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	23	320	311	303
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	456	395	6 268	6 173	6 120
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	311	318	4 122	4 096	3 989
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	69	0	824	756	759
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	77	77	1 322	1 322	1 371
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	277	287	3 509	3 298	2 861
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	268	270	3 349	3 064	2 437
Concours spécifiques et administration	9	17	160	234	424
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	11 897	11 888	118 735	118 702	95 965
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 635	6 625	102 806	102 772	88 014
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	5 263	5 263	15 929	15 929	7 951
SANTE	28	236	1 282	1 261	1 161
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	28	73	419	399	407
Protection maladie	1	163	863	863	755
SECURITES	1 642	1 684	18 920	18 226	17 856
Police nationale	895	937	9 885	9 683	9 412
Gendarmerie nationale	708	704	8 259	8 040	7 960
Sécurité et éducation routières	6	8	38	33	27
Sécurité civile	34	36	738	470	457
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	430	1 115	19 196	18 435	15 874
Inclusion sociale et protection des personnes	39	915	6 440	6 038	4 716
Handicap et dépendance	317	1	11 321	10 954	9 737
Egalité entre les femmes et les hommes	5	6	28	26	22
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	70	193	1 406	1 417	1 399
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	119	143	939	842	841
Sport	80	84	326	308	303
Jeunesse et vie associative	37	59	555	487	538
Jeux olympiques et paralympiques 2024 ⁽¹⁾	2	0	58	47	0
TRAVAIL ET EMPLOI	534	1 159	12 696	13 416	15 383
Accès et retour à l'emploi	385	419	6 289	6 774	8 279
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	88	670	5 644	5 956	6 426
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	9	140	71	83
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	62	623	616	595
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	31 059	34 588	427 404	424 155	395 719
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	19 162	22 700	308 669	305 453	299 754

⁽¹⁾ Création en LFI 2018

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2018

⁽³⁾ Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois	Cumul à fin novembre		
		2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.	Novembre			
Impôt sur le Revenu (A)	4 926	75 821	73 806	73 806
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	190	4 269	4 112	4 112
Impôt sur les sociétés (C)	511	48 111	45 667	45 667
Impôt sur les sociétés	502	47 104	44 650	44 650
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	10	1 007	1 016	1 016
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	567	10 737	14 775	12 391
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	40	821	943	943
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	172	4 209	3 579	3 579
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	1	1	1	1
Impôt sur la fortune immobilière ⁽²⁾	190	1 843	4 939	4 939
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	133	77	77
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	2	16	16
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	18	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	24	26	26
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	74	66	66
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	197	286	286
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	3	3	3
Prélèvements de solidarité ⁽¹⁾	90	2 662	2 353	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	6	6
Recettes diverses	62	746	2 468	2 436
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 507	11 969	9 366	9 945
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	18 680	193 166	185 633	187 823
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 556	33 107	29 741	29 041
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	136	578	413	413
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	149	157	157
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	12	17	17



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	159	2 146	2 066	2 066
Mutations à titre gratuit par décès	966	12 039	9 783	9 783
Contribution de sécurité immobilière	62	670	639	639
Autres conventions et actes civils	46	453	434	434
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	42	450	394	394
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	34	199	174	174
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	16	180	197	197
Timbre unique	43	316	338	338
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	443	9 550	9 042	9 042
Autres droits et recettes accessoires	0	20	4	4
Amendes et confiscations	3	36	35	35
Taxe générale sur les activités polluantes	100	650	600	189
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	178	175	175
Autres droits et recettes à différents titres	1	2	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	44	38	38
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	48	47	47
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	24	24
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	187	1 959	2 013	1 935
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	73	720	714	714
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	37	388	397	397
Prélèvement sur les paris sportifs	29	411	304	271
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	57	51	51
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	103	858	645	645
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	49	366	434	256
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	28 938	377 180	363 100	362 785
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	17 050	258 478	267 135	266 820



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	42	4 540	4 753	4 753
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	14	2 693	3 017	3 017
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	483	328	328
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	1 331	1 408	1 408
Autres dividendes et recettes assimilées	28	32	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	84	1 323	1 382	1 382
Revenus du domaine public non militaire	5	167	101	101
Autres revenus du domaine public	0	8	133	133
Revenus du domaine privé	2	51	1	1
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	187	284	284
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	73	898	853	853
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	11	10	10
Produits de la vente de biens et services (C)	94	1 092	970	970
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	36	321	328	328
Autres frais d'assiette et de recouvrement	56	702	569	569
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	38	60	60
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	1	28	11	11
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	64	400	329	329
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	69	74	74
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	4	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	11	16	16
Intérêts des autres prêts et avances	2	40	60	60
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	49	185	145	145
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	5	83	23	23



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	86	951	1 108	1 108
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	35	176	269	269
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	40	78	78
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	9	9	9
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	49	662	687	687
Frais de poursuite	1	9	8	8
Frais de justice et d'instance	1	10	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
Divers (F)	229	1 350	1 404	1 404
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	239	229	229
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	23	215	206	206
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	6	6
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	10	7	7
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	5	5
Récupération d'indus	2	22	26	26
Recouvrements après admission en non-valeur	10	119	125	125
Divers versements de l'Union européenne	0	6	13	13
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	39	17	17
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	24	28	28
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	2	2	2	2
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	18	259	268	268
Produits divers	141	206	325	325
Autres produits divers	25	189	132	132
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	598	9 655	9 947	9 947



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 309	-37 167	-36 969	-40 578
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 037	-24 937	-25 011	-28 619
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-6	-8	-8
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-2	-20	-44	-44
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 384	-4 828	-4 456	-4 456
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-94	-1 984	-1 898	-1 898
Dotation élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-56	-27	-27
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-485	-485	-501	-501
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-322	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-253	-2 805	-2 866	-2 866
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-21	-489	-504	-504
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	-48	-48
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-8	-91	-76	-76
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-18	-320	-389	-389
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-87	-82	-82
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 677	-18 477	-16 057	-16 057
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 986	-55 644	-53 026	-56 635
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	509	3 834	3 466	3 466
Fonds de concours - coopération internationale	14	246	266	266
TOTAL FONDS DE CONCOURS	522	4 080	3 733	3 733



unité : million d'€.

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 823	5 244	66 770	70 168	68 848	72 654	2 078	2 486
Aides à l'acquisition de véhicules propres	56	43	428	231	554	316	126	86
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	44	90	874	841	1 474	1 507	600	667
Développement agricole et rural	14	4	130	124	133	130	3	6
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	51	32	301	317	345	347	45	30
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	1 390	1 435	1 685	1 594	295	159
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	48	68	319	303	343	402	24	98
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	148	183	148	183
Participations financières de l'Etat	50	68	3 487	8 418	2 541	7 706	-946	-712
Pensions	5 070	4 632	53 145	52 049	54 385	53 963	1 240	1 914
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	430	400	649	358	219	-42
Transition énergétique	490	306	6 265	6 050	6 590	6 148	325	98
Comptes de concours financiers	9 475	13 455	112 620	111 270	104 821	95 820	-7 800	-15 450
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	411	21	13 189	14 129	7 387	5 484	-5 802	-8 645
Avances à l'audiovisuel public	325	925	3 570	3 603	2 583	2 922	-987	-681
Avances aux collectivités territoriales	8 723	12 496	94 816	93 063	94 494	86 910	-322	-6 153
Prêts à des Etats étrangers	16	13	994	474	321	334	-673	-141
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	52	0	36	170	-16	169
Comptes de commerce	2 079	555	46 096	47 464	44 998	50 408	-1 098	2 944
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	60	10	596	551	610	563	14	12
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	14	154	150	152	154	-2	4
Couverture des risques financiers de l'Etat	235	235	1 103	1 902	1 103	1 902	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	87	34	572	538	508	583	-64	45
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 620	218	43 261	43 760	41 899	42 516	-1 362	-1 245
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	6	6	10	8	4	2
Opérations commerciales des domaines	5	9	41	39	65	68	24	29
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	3	24	23	22	12	-2	-11
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	1	0	1	0
Soutien financier au commerce extérieur	53	31	340	494	630	4 602	290	4 108
Comptes d'opérations monétaires	200	89	865	1 795	2 746	1 535	1 881	-260
Emission des monnaies métalliques	26	3	154	150	209	225	56	75
Opérations avec le Fonds Monétaire International	174	86	702	1 582	2 521	1 283	1 820	-300
Pertes et bénéfices de change	0	0	10	63	16	28	6	-35
TOTAL COMPTES SPECIAUX	17 577	19 344	226 351	230 697	221 413	220 417	-4 938	-10 279
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 402	19 258	225 649	229 114	218 891	219 135	-6 758	-9 980



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2018
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	431	-19	412
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	11
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	102	531
	Total organismes à caractère financier	870	83	953
	CEPL			
	Régions	2 304	1 381	3 685
	Départements	6 292	558	6 851
	Communes	24 371	780	25 151
	HLM	343	-40	303
	Autres	23 822	-305	23 517
	Total CEPL	57 132	2 374	59 506
	Etablissements publics de santé	5 103	-252	4 851
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	1 577	12 993
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	2 383	6 592
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	1 305	4 537
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	457	1 628
	Total établissements publics nationaux	20 029	5 721	25 750
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	9 155	2 023	11 178
	Union européenne	3 767	758	4 525
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés			
Fonds et Fondations	56	11	67	
GIP	780	101	881	
EPLÉ	2 371	471	2 841	
Autres correspondants	7 745	1 946	9 690	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-49	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 001	2 479	13 480	
Total Dépôts de fonds du Trésor	107 058	13 185	120 243	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	5	23
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	5	23
Total Passif (A)		107 076	13 190	120 266
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		107 075	13 190	120 265



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2018
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 686 132	70 099	1 756 232
Titres négociables à moyen et long terme	1 559 659	77 275	1 636 935
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	77 275	1 636 935
<i>dont - taux fixe</i>	1 357 885	63 740	1 421 625
<i>- taux variable</i>	181 658	13 104	194 761
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	126 473	-7 176	119 297
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	-7 176	119 297
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 169	-468	6 700
TOTAL (A+B+C)	1 693 301	69 631	1 762 932



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.